

Défenseurs des droits de la personne pour Juifs opprimés en terres étrangères

Human Rights Activists for Oppressed Jews in Foreign Lands

Tout au long de l'histoire, de nombreux dirigeants et bien des pays ont opprimé les populations juives ou ont cherché à les éliminer complètement, soit par l'expulsion comme l'Angleterre en 1290 et l'Espagne en 1492, ou par des massacres comme la première croisade, l'Inquisition espagnole, les pogroms russes et la Shoah.

Plus rares sont les cas où l'on refusa aux Juifs le droit de quitter un pays, ou les occasions où ils furent incapables de partir en raison d'une catastrophe humanitaire.

Dans les années 1970, 1980 et 1990, nombreux furent les Canadiens juifs qui contribuèrent à créer des initiatives locales afin d'aider les Juifs à fuir trois pays, soit l'Union soviétique, la Syrie et l'Éthiopie. Ces défenseurs étaient inspirés par *Tikkun olam* ou « guérison du monde », un concept juif de justice sociale, et par le désir de ne jamais permettre aux gouvernements de persécuter les Juifs.

En Union soviétique, beaucoup de Juifs ont demandé des visas de sortie pour quitter le pays, surtout après 1967. Plusieurs ont vu leur demande refusée, et on en vint à les appeler « refuzniks » en raison de ce refus de la part des autorités soviétiques. Les Juifs, au Canada et ailleurs, se mirent à adresser des protestations aux ambassades et consulats soviétiques. Beaucoup se sont même rendus en Union soviétique pour rencontrer les refuzniks ou pour agir comme conseillers juridiques.

Cet activisme se déroulait dans l'ombre de la Shoah, encore très présente à la mémoire. Les protestations devant les ambassades et consulats soviétiques étaient l'expression de ce qui aurait dû se produire 30 ans plus tôt devant ceux d'Allemagne.

En attirant l'attention internationale sur le sort réservé aux refuzniks, les activistes juifs ont aidé à faire pression sur les dirigeants de l'URSS afin qu'ils permettent aux Juifs soviétiques de quitter. En 1990, les réformes de l'ère Gorbatchev ont produit l'effet recherché et plus de 213 000 Juifs ont pu émigrer—enfin, l'interdit était levé. Ce fut le début du plus grand exode juif de l'histoire, qui a vu plus d'un million de Juifs quitter l'Union soviétique.

Les activistes juifs ont aussi aidé à attirer l'attention sur le sort de la communauté juive de Syrie, dont les membres étaient frappés d'une interdiction de quitter le pays. Ceux qui avaient la permission de voyager dans le cadre de leur travail ne pouvaient être accompagnés par des membres de leur famille car le gouvernement de la Syrie craignait qu'ils ne s'enfuient. Les activistes ont fait pression sur les gouvernements de l'Ouest afin qu'ils interviennent auprès de la Syrie pour l'inciter à accorder des visas de sortie. D'autres ont aidé à soudoyer des fonctionnaires syriens pour qu'ils laissent sortir des familles clandestinement. En 1995, tous les Juifs syriens désireux de partir avaient pu le faire et il ne restait plus que 250 Juifs à Damas.

Pendant des siècles, la communauté juive internationale n'était pas au courant de l'existence des juifs en Éthiopie qui étaient isolés du reste de la diaspora juive. Les menaces du gouvernement et la famine obligèrent les activistes juifs à travailler en leur nom et, finalement, l'État d'Israël fit évacuer par avion 14 324 Juifs qui purent enfin connaître la liberté. Certains d'entre eux se sont aussi installés au Canada.

Les défenseurs des droits de la personne pour Juifs opprimés en terres étrangères étaient des gens ordinaires qui ont accompli des choses extraordinaires par l'action collective et en affirmant un engagement inébranlable en faveur de la liberté.

Throughout history, many rulers and nations have oppressed their Jewish populations or sought to eliminate them entirely through expulsion—such as in England in 1290 and Spain in 1492—or by mass killings—such as the First Crusade, the Spanish Inquisition, the Russian pogroms, and the Shoah.

More rare have been cases where Jews were denied the right to leave a country or were unable to leave because of a humanitarian disaster.

In the 1970s, 1980s and 1990s, many Jewish Canadians helped create a grassroots campaign to help Jews escape from three countries—the Soviet Union, Syria, and Ethiopia. The activists were inspired by the Jewish concept to heal the world (*Tikkun olam*) and by a desire to never again allow governments to persecute Jews.

In the Soviet Union, many Jews applied for exit visas to leave the country, especially after 1967. Many were refused permission to emigrate and came to be called “refuseniks” because of this refusal from Soviet authorities. Jews in Canada and elsewhere began protests at Soviet embassies and consulates. Many travelled to the Soviet Union to meet the refuseniks or offer legal counsel.

This activism took place in the shadow of the Shoah, which was not a distant memory. Protests in front of Soviet embassies and consulates were a statement of what should have happened 30 years earlier in front of German ones.

By putting the international spotlight on the treatment of the refuseniks, Jewish activists helped pressure Soviet leaders to allow Soviet Jews to leave. In 1990, Gorbachev-era reforms took hold and more than 213,000 Jews emigrated—refused no more. This was the start of the largest Jewish exodus in history—more than 1 million Soviet Jews.

Jewish activists also helped draw attention to the plight of the Jewish community in Syria, who were prevented from leaving the country. Those Jews who were permitted to travel for business purposes could not travel with family members because the Syrian government feared that they would flee. Activists lobbied western governments to pressure Syria to grant exit visas. Others helped bribe Syrian officials to smuggle families out. By 1995, all Syrian Jews who wanted to leave had left, with only 250 Jews remaining in Damascus.

For centuries, the world Jewish community was not aware of the existence of Jews in Ethiopia, who had been so long cut off from Jews elsewhere. Threats from the government and famine compelled Jewish activists to work of their behalf. Eventually, the State of Israel airlifted 14,324 Ethiopian Jews to safety. Some also settled in Canada.

The human rights activists for oppressed Jews in foreign lands were ordinary people who accomplished extraordinary things through collective action and an unwavering belief in freedom.